COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 23 novembre 2012
(convocation du 12 novembre 2012)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Trois Novembre Deux Mil Douze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUILLEMOTEAU Patrick, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à partir de 11h50
M. CAZABONNE Alain à M. BONNIN Jean-Jacques
M. BRON Jean-Charles à M. BRUGERE Nicolas à partir de 12h40
Mme CARTRON Françoise à M. TURON Jean-Pierre
Mme CURVALE Laure à M. DANJON Frédéric à partir de 12h
Mme FAYET Véronique à M. ROBERT Fabien jusqu'à 10h
M. GELLE Thierry à Mme BONNEFOY Christine
M. LAMAISON Serge à M. LABISTE Bernard jusqu'à 11h
Mme LIRE Marie-Françoise à M. DUPOUY Alain jusqu'à 10h45
M. PIERRE Maurice à M. TOUZEAU Jean jusqu'à 10h
M. PUJOL Patrick à M. GUICHEBAROU Jean-Claude
M. SAINTE-MARIE Michel à M. BAUDRY Claude jusqu'à 9h45
M. SOUBIRAN Claude à M. DUPRAT Christophe
Mme TERRAZA Brigitte à Mme BOST Christine à partir de 12h55
Mme BREZILLON Anne à Mme PIAZZA Arielle à partir de 11h50
Mme CAZALET Anne-Marie à Mme TOUTON Elisabeth

M. CAZENAVE Charles à Mme CHAVIGNER Michèle
M. CHARRIER Alain à M. ANZIANI Alain à partir de 12h40
M. DAVID Jean-Louis à M. BRON Jean-Charles
M. DAVID Yohan à Mme. COLLET Brigitte
Mme DELATTRE Nathalie à Mme WALRYCK Anne
Mme DESSERTINE Laurence à M. DUCASSOU Dominique
Mlle EL KHADIR Samira à M. DUBOS Gérard
Mme EWANS Marie-Christine à M. CHARRIER Alain
jusqu'à 12h40 et M. TRIJOLET Thierry à partir de 12h40
M. GUICHOUX Jacques à Mme BALLOT Chantal
M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à M. SOLARI Joël
M. LOTHAIRE Pierre à M. SIBE Maxime
M. PAILLART Vincent à M. AMBRY Stéphane
Mme PARCELIER Muriel à M. DELAUX Stéphan
M. REIFFERS Josy à M. BOUSQUET Ludovic
Mme SAINT-ORICE Nicole à Mme LAURENT Wanda

LA SEANCE EST OUVERTE

Marchés Publics - Tramway 3ème phase - APS301 - Système d'alimentation par le sol Mérignac et dépôt La Jallère - Marché négocié sans mise en concurrence préalable - Autorisation de signer

Monsieur CHAUSSET présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

NATURE ET ETENDUE DU BESOIN A SATISFAIRE

La Communauté urbaine de Bordeaux a par délibération en date du 6 novembre 2009, arrêté le dossier définitif du projet d'extension de 33 km du réseau actuel de tramway. Ce projet comprend :

- les extensions des lignes A, B et C ;
- la construction du tram-train du Médoc.

Deux systèmes différents sont utilisés pour alimenter les rames du tramway de la CUB :

- les lignes aériennes de contact (LAC),
- l'alimentation par le sol (APS).

Une partie des besoins rattachés au projet phase III est de s'affranchir dans certains quartiers choisis du caractère inesthétique des lignes aériennes de contact, qui constituent le mode d'alimentation traditionnel des matériels roulants sur voies ferrées.

Au cours de la phase I, la société Innorail a développé un système d'alimentation par le sol permettant à la communauté urbaine de Bordeaux de répondre aux contraintes architecturales urbaines imposées par l'Unesco, en dotant certaines parties du réseau tramway d'un environnement architectural dégagé.

Le système APS est divisé en deux parties :

- un système fixe, sur les voies,
- un système embarqué dans la rame.

Le système fixe consiste en un rail supplémentaire installé au milieu de la voie, ce rail alimentant alors la rame de tramway quand celle-ci le recouvre entièrement.

Le présent marché s'inscrit dans le cadre de la réalisation du réseau 2013 du Tramway de la CUB. L'objet du présent marché, dit «APS 301», est la mise en place des équipements fixes du système d'alimentation par le sol sur ces nouvelles extensions. Le système APS sera installé :

- sur la ligne A – Mérignac : sur l'inter station Mérignac Centre / Pin Galant en voie double dont l'alimentation proviendra des sous-stations :
 - SSR AM4 Mérignac Centre,
 - SSR AM5 Camille Goillot.

- sur la ligne C – Bordeaux Lac : sur la voie d'essais du dépôt La Jallère constituée de 150 m de voie simple sur ballast dont l'alimentation proviendra de l'armoire PR implantée à pied d'œuvre, elle-même alimentée depuis la SSR du dépôt de La Jallère.

La mise en œuvre des équipements fixes du système d'alimentation par le sol comprend :

- Les études d'exécution relatives aux extensions phase III, y compris les spécificités,
- les études d'adaptation et de modifications du système existant afin d'assurer la continuité avec l'extension du système au niveau de la station Mérignac Centre,
- la fourniture et la mise en œuvre des équipements spécifiques à la phase III, y compris pose des câbles et raccordements,
- la fourniture et la mise en œuvre des équipements nécessaires à la modification de la SSR Mérignac Centre, y compris pose des câbles et raccordements,
- la fourniture et la mise en œuvre du rail d'alimentation par le sol et de ses équipements d'alimentation et de jonction, y compris pose des câbles et raccordements,
- la mise à jour des interfaces internes et externes, des tables d'adressage et autres données échangées avec la GTC, les IHM ...,
- les tests de validation usine des équipements,
- les essais fonctionnels d'intégration et de validation, sur l'ensemble des installations,
- la mise en service du système,
- les essais d'ensemble.

Procédure marchés publics et justification :

La CUB doit être regardée comme agissant en tant qu'entité adjudicatrice.

Pour répondre à ce besoin, il a été choisi de recourir à un marché négocié sans mise en concurrence préalable, pour des raisons techniques et tenant à la protection de droits d'exclusivité (article 144-II-3 du Code des marchés publics). Le besoin de la CUB est de doter certaines parties des nouvelles extensions d'alimentation sans LAC. Pour cela, le système d'alimentation qui va être mis en place dans les nouvelles extensions doit être compatible avec le matériel roulant existant (ou en cours d'acquisition). En effet, le matériel roulant est doté d'un système APS embarqué, lui aussi développé par Innorail, qui vient en interface avec le système APS fixe.

Ce système d'alimentation est une application directe de trois brevets déposés par la société Innorail en 2000, et depuis propriété de la société Alstom depuis 2006. Ces inventions sont les suivantes :

- Invention n°1 : Assemblage d'alimentation par le sol pour véhicule électrique de mise en œuvre facilitée – n°publication 2 791 930 publié le 13/10/2000 ;
- Invention n°2 : Dispositif de détection de présence de véhicule à fiabilité améliorée – n°publication 2 791 929 publié le 13/10/2000 ;
- Invention n°3 : Dispositif d'alimentation par le sol de véhicule électrique avec mise à la terre – n°publication 2 791 929 publié le 13/10/2000.

La CUB ne peut donc pas acquérir un système fixe d'alimentation par le sol compatible avec ses rames sans tomber dans les revendications formulées par ces brevets. De ce fait, en cas de mise en concurrence, elle ne peut pas garantir le titulaire du marché contre des revendications de tiers (cf. § 8.1 du CCAG Travaux).

Depuis la date de délivrance de ces différents brevets, ni la société Innorail en son temps, ni la société Alstom n'ont cédé de licences d'exploitation desdits brevets.

De ce qui précède, des raisons techniques et tenant à la protection des droits d'exclusivité contraignent la CUB à recourir à la procédure négociée sans mise en concurrence préalable avec la société Alstom.

Structure du marché :

L'ensemble de ces prestations constituant un ensemble cohérent ayant pour objectif une même opération, il est proposé de ne pas allouer le marché.

Le dossier de consultation a été rédigé par le maître d'œuvre Tisya (groupement Systra), titulaire du lot "études générales transversales – systèmes".

Le présent projet de marché n'est pas fractionné (Il n'est pas prévu de découpage en tranche).

Montant estimé du marché :

Le coût total du marché est estimé à 1 977 355,67 € HT, soit 2 364 917,38 € TTC.

Déroulement de la procédure et montant du marché :

La CUB a adressé une lettre de consultation le 19/04/2012 à la société ALSTOM.

Le 1^{er} juin 2012, ALSTOM a fait parvenir une première offre à la CUB. Après une réunion de négociation, le 10 juillet 2012, il a été demandé au candidat de présenter une deuxième offre, qu'il a remise le 31 juillet 2012.

Le 24 août 2012, il a été de nouveau demandé à ALSTOM de produire une nouvelle offre, qu'il a remise le 17 septembre 2012.

Le 18 octobre 2012, il a été de nouveau demandé à ALSTOM de produire une nouvelle offre, qu'il a remise le 26 octobre 2012.

Cette offre finale présente toutes les garanties à la tenue des exigences de la CUB figurant dans le dossier de consultation.

Le montant de l'offre finale est de 2 540 636,19 € HT soit 28,49% de plus que l'estimation réalisée par le maître d'œuvre.

Durée du marché :

Le marché débute à la date de notification (N). Les principaux jalons sont les suivants :

- Préparation et études : N + 4 mois ;
- Fin des travaux et essais APS Ligne A : N + 12 mois ;
- Fin travaux et essais APS La Jallère : N + 16,5 mois.

La durée totale du marché est donc de 16,5 mois.

Modalités de financement :

Le financement de ces travaux est à imputer au budget Annexe Transports - Chapitre 23, Compte 23800042 - Programme TW30 – CRB KD00 – Exercices 2013 et suivants.

En application des articles L.2121-12 et L.2121-13 du Code général des collectivités territoriales, le projet de marché ayant pour objet les travaux de mise en place des équipements fixes du système d'alimentation par le sol dans le cadre de la troisième phase d'extension du réseau du tramway de la CUB (dit APS 301), est consultable pour les Conseillers communautaires à l'immeuble Le Guyenne à la Direction de la commande publique - 6ème étage.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2121-12 et L.2121-13,

VU le Code des marchés, et notamment son article 144 II 3°,

VU le projet de marché, ayant pour objet les travaux de mise en place des équipements fixes du système d'alimentation par le sol (dit APS 301) dans le cadre de la troisième phase d'extension du réseau du tramway de la CUB, mis à disposition des élus communautaires,

VU la décision de la Commission d'appel d'offres en date du 14/11/12 attribuant le marché dit APS 301, ayant pour objet les travaux de mise en place des équipements fixes du système d'alimentation par le sol (APS) dans le cadre de la troisième phase d'extension du réseau du tramway de la CUB, portant sur à la société ALSTOM France pour un montant de 2 540 636,19 € HT soit 3 038 600,89 € TTC,

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT QU'il convient d'équiper en partie le réseau 2013 du Tramway de Bordeaux d'alimentation par le sol,

CONSIDERANT QUE, par sa décision du 14/11/12, la Commission d'Appel d'Offres a attribué à la société ALSTOM le marché ayant pour objet les travaux de mise en place des équipements fixes du système d'alimentation par le sol (dit APS 301) dans le cadre de la troisième phase d'extension du réseau du tramway de la CUB, pour un montant de 2 540 636,19 € HT soit 3 038 600,89 € TTC,

DECIDE

Article 1 : Le Conseil de Communauté autorise Monsieur le Président à signer le marché dit APS 301, ayant pour objet les travaux de mise en place des équipements fixes du système d'alimentation par le sol (APS) dans le cadre de la troisième phase d'extension du réseau du tramway de Bordeaux, avec la société ALSTOM France pour un montant de 2 540 636,19 € HT soit 3 038 600,89 € TTC.

Article 2 : La dépense résultant du présent marché sera imputée sur les crédits ouverts à cet effet au budget Annexe Transports - Chapitre 23, Compte 23800042 - Programme TW30 – CRB KD00, Exercice 2013 et suivants.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.
Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 23 novembre 2012,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
3 DÉCEMBRE 2012
PUBLIÉ LE : 3 DÉCEMBRE 2012

M. GÉRARD CHAUSSET